

"Certains disent que c'est comme se faire licencier... mais c'est bien pire ! Nous, on ne touche rien et on a les prêts de l'exploitation à rembourser."



Etienne Morin dans son exploitation, à Boussais (Deux-Sèvres), le 30 septembre 2024. (ROBIN PRUDENT /

### Trois générations chez Lactalis

Dans son communiqué, publié le 25 septembre dans la soirée, Lactalis assure que la décision "difficile" sera "progressive entre 2024 et 2030". Mais le compte à rebours est déjà lancé pour Etienne Morin. Le camion-citerne du groupe ne passera plus dès le début du mois de novembre 2025. Un bouleversement pour cette exploitation familiale, bordée par les maisons de l'éleveur, de ses parents et de ses grands-parents, au cœur du village.

Depuis plus de cinq décennies, les trois générations d'agriculteurs voient passer le collecteur du groupe tous les trois jours. Et en quelques années, le trentenaire a fait passer la production annuelle de 730 000 litres de lait à 1,3 million de litres. "On ne peut pas pousser à intensifier l'exploitation pour couvrir nos charges", explique Etienne Morin. Avec le numéro un des produits laitiers comme acheteur, l'éleveur se pensait à l'abri des aléas : "On voit bien des petites coopératives qui ont parfois des ennuis, mais nous, on disait : 'Ce n'est pas demain que Lactalis va fondre les plombs'."

C'était compter sans la nouvelle stratégie de l'entreprise, dont le siège historique est implanté à Laval (Mayenne), à moins de 200 kilomètres de l'exploitation. Le groupe avait déjà prévu qu'il réfléchissait à réduire la production laitière globale. "Nous étions déjà tout au sud de leur bassin laitier, et maintenant, ils nous disent que nous sommes trop loin", explique, fataliste, l'éleveur, dont le lait est envoyé à la laiterie de Saint-Florent-le-Vieil, dans le Maine-et-Loire, pour y être transformé en poudre. "Je pensais bien que cela arriverait un jour... mais pas si tôt que ça."